

Montreuil, le 10 juillet 2023



Secrétariat Général  
01 55 82 83 06  
[cabsq@cgt.fr](mailto:cabsq@cgt.fr)

Ref. : SB/BT/IM 2023.012

**Madame Elisabeth BORNE**

Première Ministre  
Hôtel de Matignon  
57, rue de Varenne  
75700 PARIS

Madame la Première Ministre,

Je souhaite par le présent courrier attirer votre attention sur la situation de l'entreprise MG-Valdunes.

Implantée sur deux sites dans le Nord et comprenant un effectif de 340 salariés, MG-Valdunes est la seule entreprise produisant en France des roues et essieux ferroviaires. L'excellence des productions de l'entreprise est reconnue y compris sur le plan international, notamment s'agissant du transport ferroviaire à grande vitesse.

L'actionnaire chinois de l'entreprise, MA Steel, a annoncé en mai dernier sa décision de ne plus investir dans l'entreprise. La forte mobilisation des salariés avec leur syndicat CGT a dans un premier temps permis d'obtenir que l'actionnaire prolonge son engagement financier jusqu'à la fin 2023.

Au regard des enjeux de souveraineté industrielle et de transition environnementale, et compte tenu de la mise en perspective par votre gouvernement du plan ferroviaire 2040, il n'est pas envisageable que la pérennité de ce fleuron industriel puisse être mise en péril.

Considérant ces enjeux, la CGT fait de ce dossier une de ses priorités de la période. Avec son Union départementale du Nord et sa Fédération des Travailleurs de la Métallurgie, elle est aux côtés des salarié.e.s de MG-Valdunes, que je rencontrerai prochainement pour leur témoigner du soutien de toute la CGT.

En visite à Dunkerque le 12 mai dernier, le Président de la République a déclaré à propos de MG-Valdunes : « Le ministre de l'Industrie sera à leurs côtés pour trouver un repreneur et une aide. Le combat, c'est matin, midi et soir. ».

Ces paroles du Président doivent rapidement se concrétiser par une solution pérenne.

.../...

Je me permets d'attirer votre attention sur le risque supplémentaire que ferait courir au site la reprise par un concurrent. Après que MA Steel a capté une partie des savoir-faire sur la haute vitesse avant de se désengager, la reprise par un concurrent ferait peser la menace d'un dépeçage pur et simple de l'entreprise.

L'avenir du site passe par la préservation de l'emploi et par des garanties sur l'investissement dans la modernisation de l'outil industriel. Alors que le gouvernement fait du développement ferroviaire une priorité, MG-Valdunes peut et doit vivre dans un cadre garantissant la souveraineté industrielle.

C'est pourquoi la CGT porte deux perspectives pouvant d'ailleurs se combiner :

- Une nationalisation temporaire permettant notamment à MG-Valdunes de répondre au prochain appel d'offres de la SNCF qui est programmé en novembre et qui sera décisif pour l'avenir de l'entreprise ;
- L'inscription de MG-Valdunes dans un consortium industriel au sein duquel la SNCF et la RATP joueraient un rôle prépondérant en entrant au capital et en sécurisant ainsi la réponse à leurs besoins futurs.

J'insiste d'ailleurs sur la responsabilité de l'État s'agissant notamment des futures commandes de la SNCF et de leur influence décisive pour l'avenir de MG-Valdunes.

La CGT vous demande aujourd'hui de lui indiquer dans les meilleurs délais où en sont les démarches menées par le gouvernement dans ce dossier. Elle vous demande également de formaliser l'engagement inconditionnel du gouvernement de sécuriser l'avenir de l'entreprise sur des bases solides, telles que formulées ci-dessus.

Vous assurant tant de la disponibilité que de la combativité de la CGT dans ce dossier, je vous adresse, Madame la Première Ministre, mes sincères salutations.

Sophie Binet,



Secrétaire Générale de la CGT

Copies :

-Clément Beaune, Ministre délégué auprès du ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, chargé des Transports

-Roland Lescure, Ministre délégué auprès du ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, chargé de l'Industrie